

3^o une application plus efficace des instruments appropriés en matière de politique de l'environnement tels que les objectifs de qualité, la surveillance de sources de pollution, les prélèvements et autres mesures économiques, les mesures de sécurité et les travaux d'assainissement, l'intégration des aspects de l'environnement entrant dans d'autres politiques et la planification de la politique de l'environnement.

Art. 3. La composition de la commission.

La commission visée à l'article 1^{er} est composée comme suit :

- président :
M. H. Bocken, professeur ordinaire RUG;
- vice-président :
M. W. Lambrechts, professeur ordinaire IUA;
- membres :
MM. :
— M. Boes, professeur ordinaire KUL;
— A. De Nauw, professeur VUB;
— M. Faure, avocat à Anvers, chargé de cours RU Leiden;
— L. Laurysen, référendaire à la Cour d'Arbitrage, collaborateur scientifique bénévole à la RUG.

Art. 4. Les modalités relatives à la mission définie à l'article 2 sont réglées par convention distincte entre les parties intéressées.

Art. 5. L'arrêté de l'Exécutif flamand du 14 décembre 1983 portant certaines mesures en vue d'harmoniser le fonctionnement, les jetons de présence et les indemnités aux organes consultatifs n'est pas applicable aux personnes siégeant dans la commission visée à l'article 1^{er}.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 5 juillet 1989 et cessera d'être en vigueur le 30 juin 1991.

Art. 7. Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 juillet 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,
Th. KELCHTERMANS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 1527

6 JUIN 1989. — Arrêté ministériel portant le règlement relatif à l'octroi de chèques-repas aux membres du cabinet du Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1987 instaurant, pour le personnel du Ministère de la Région wallonne, l'octroi de chèques-repas, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 1^{er} décembre 1988;

Vu l'urgence;

Considérant que l'absence prolongée de possibilités de restauration à prix réduit pour les membres des Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif Régional wallon, nécessite que des mesures de remplacement soient prises sans délai,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté :

l'expression « membre du Cabinet ministériel » désigne toute personne dont la rémunération est imputée soit à l'article 11.02 de la section 08 soit à l'article 12.04 de la section 51 du budget du Ministère de la Région wallonne;

l'expression « mois de référence » désigne le mois pour lequel le forfait de chèque-repas est alloué.

Art. 2. § 1^{er}. Tout membre du Cabinet ministériel peut, à sa demande, bénéficier d'un octroi annuel de 220 chèques-repas d'une valeur faciale unitaire de 200 francs.

Cet avantage tient compte des réductions opérées pour les repos hebdomadaires, congés de vacances, jours fériés ou congés de compensation, congés de récupération, congés de circonstances, congés exceptionnels pour cas de force majeure et dispenses de services.

§ 2. Ce droit est réduit au prorata des prestations lorsque la période d'occupation effective du bénéficiaire par le Cabinet ministériel ne s'étend pas du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Art. 3. Le Cabinet ministériel prend en charge une participation de 150 francs dans le coût de chaque chèque-repas octroyé.

La délivrance d'un chèque-repas est subordonnée au paiement préalable, par son bénéficiaire, d'une participation de 50 francs.

Art. 4. Le bénéfice d'un chèque-repas ne peut être cumulé avec la fréquentation d'un mess.

Art. 5. § 1^{er}. Toute journée non effectivement prestée entraîne la perte du chèque-repas.

§ 2. Pour l'octroi du chèque-repas, on entend par journée effectivement prestée, toute journée au cours de laquelle le membre du Cabinet ministériel est présent à son lieu habituel de travail pendant un demi-jour au moins.

Pour le membre du personnel auxiliaire qui n'est pas soumis à un régime de prestations complètes, le nombre de journées effectivement prestées est égal au nombre de périodes entamées de 7 heures 36 minutes que comportent les prestations hebdomadaires au cours desquelles celui-ci est présent à son lieu habituel de travail.

§ 3. Le lieu où s'exerce la mission de service est assimilé au lieu habituel de travail.

Toutefois, l'intervention du Cabinet ministériel dans l'acquisition du chèque-repas n'est pas cumulable avec l'octroi d'une indemnité pour frais de séjour comportant une intervention dans les frais de repas. Dans ce cas, le montant de l'intervention est déduit des frais de séjour. L'octroi du chèque-repas emporte de plein droit l'acceptation par son bénéficiaire du principe de cette compensation.

Art. 6. Les chèques-repas sont nominativement mis à la disposition de chaque membre du Cabinet ministériel par tranches mensuelles forfaitaires de 20 unités le dernier jour ouvrable précédant le mois de référence.

Ce forfait mensuel est réduit au prorata des prestations lorsque la période d'occupation effective du bénéficiaire ne débute pas le premier du mois ou ne se termine pas à la fin du mois de référence.

En aucun cas cet octroi ne peut dépasser le nombre de chèques-repas auquel le membre du Cabinet ministériel peut prétendre en raison de son régime de prestations.

Art. 7. Tout membre du Cabinet ministériel bénéficiant de l'octroi de chèques-repas doit verser, au plus tard pour le 7 de chaque mois précédant le mois de référence, une somme représentant sa participation individuelle dans l'acquisition des chèques-repas auxquels lui donne normalement droit son régime de prestations.

A défaut de ce versement dans le délai fixé, la délivrance du chèque-repas sera interrompu jusqu'à régularisation.

Art. 8. Le nombre de chèques-repas octroyés pour le mois de référence ne correspondant pas à des prestations est déduit à la fin du deuxième mois qui suit le mois de référence, sans préjudice d'une régularisation plus rapide pour les personnes perdant, avant cette date, leur qualité de membre du Cabinet ministériel.

La participation individuelle afférente aux chèques-repas ainsi retirés est remboursée par le Cabinet ministériel dans le même délai.

Art. 9. Le secrétaire du Cabinet du Ministre des Travaux Publics pour la Région wallonne, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 18 janvier 1989.

Bruxelles, 6 juin 1989.

A. BAUDSON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 1527

6. JUNI 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Regelung der Vergabe der Essensgutscheine an die Mitglieder des Kabinetts des Ministers der Öffentlichen Arbeiten

Aufgrund der Erlasses der Exekutive vom 3. Dezember 1987 zur Einführung der Vergabe von Essensgutscheinen an das Personal des Ministeriums der Wallonischen Region, so wie er durch den Erlaß vom 1. Dezember 1988 abgeändert worden ist;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Mitglieder der Kabinette der Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive seit längerem keine verbilligte Essensmöglichkeiten haben und daß deshalb unverzüglich Ersatzmaßnahmen getroffen werden müssen,

Erläßt der Minister der öffentlichen Arbeiten :

Artikel 1. Zwecks Anwendung des vorliegenden Erlasses :

bezeichnet der Begriff « Mitglied eines ministeriellen Kabinetts » jede Person, deren Besoldung entweder in Artikel 11.02 Abschnitt 08, oder in Artikel 12.04 Abschnitt 51 des Haushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region angerechnet ist;

bezeichnet der Begriff « Vergleichsmonat » den Monat, für den das Pauschalquantum von Essensgutscheinen gewährt wird.

Art. 2. § 1. Jedem Mitglied des ministeriellen Kabinetts können auf eigenen Antrag hin jährlich 220 Essensgutscheine vergeben werden, die pro Stück einen Nennwert von 200 Franken haben.

Bei dieser Vergünstigung werden die für den wöchentlichen Ruhetag, den Jahresurlaub, die Feiertage oder den Abgeltungsurlaub, den Ausgleichsurlaub, der Urlaub aus außergewöhnlichen Anlässen, den Sonderurlaub für Fälle höherer Gewalt und die Freistellung vom Dienst vorgenommenen Kürzungen berücksichtigt.

§ 2. Wenn der Empfänger nicht vom 1. Januar bis zum 31. Dezember im Kabinett effektiv beschäftigt wird, wird die Anzahl Essensgutscheine im Verhältnis zu den Leistungen verringert.

Art. 3. Das ministeriellen Kabinett beteiligt sich mit 150 Franken an den Kosten eines jeden vergebenen Essensgutscheins.

Ein Essensgutschein wird nur dann augehändigt, wenn der Empfänger sich vorher mit 50 Franken an diesen Kosten beteiligt hat.

Art. 4. Wer Essensgutscheine bezieht, darf nicht gleichzeitig eine Kantine besuchen.

Art. 5. § 1. Jeder nicht effektiv geleistete Tage führt zum Verlust des Essensgutscheins.

§ 2. Für die Vergabe des Essensgutscheins versteht man unter effektiv geleistetem Tag jeden Tag, an dem das Mitglied des ministeriellen Kabinetts während einem halben Tag an seinem gewöhnlichen Arbeitsplatz anwesend ist.

Für das Mitglied des Hilfspersonals, das nicht vollbeschäftigt ist, entspricht die Anzahl effektiv geleisteter Tage der Anzahl begonnener Arbeitstage von 7 Stunden 36 Minuten, die die wöchentlichen Leistungen ausmachen, während deren das Mitglied an seinem öffentlichen Arbeitsplatz anwesend ist.

Die finanzielle Beteiligung des ministeriellen Kabinetts an den Essensgutscheinen darf jedoch nicht gleichzeitig mit einer Vergütung für Aufenthaltskosten bezogen werden, die eine finanzielle Beteiligung an den Verpfluggungskosten umfaßt. Die Vergabe von Essensgutscheinen hat von Rechts wegen zur Folge, daß der Empfänger das Prinzip dieses Ausgleichs annimmt.

Art. 6. Am letzten Werktag vor dem Vergleichsmonat wird jedem Mitglied des ministeriellen Kabinetts monatlich ein Pauschalquantum von 20 Essensgutscheinen namentlich zur Verfügung gestellt.

Wenn die Periode, in der der Empfänger effektiv beschäftigt ist, nicht am ersten des Monats beginnt, oder nicht am letzten des Vergleichsmonats endet, wird dieses monatliche Pauschalquantum im Verhältnis zu den Leistungen verringert.

Bei dieser Vergabe darf keinesfalls die Anzahl Essensgutscheine überschritten werden, auf die das Mitglied des ministeriellen Kabinetts aufgrund seiner Dienstregelung Anrecht hat.

Art. 7. Jedes Mitglied des ministeriellen Kabinetts, das Essensgutscheine erhalten kann, muß spätestens für den 7. eines jeden Vergleichsmonats den Betrag seiner persönlichen Beteiligung an den Essensgutscheinen, auf die es normalerweise aufgrund seiner Dienstregelung Anrecht hat.

Wenn diese Zahlung nicht binnen der festgesetzten Frist erfolgt, wird die Vergabe der Essensgutscheine bis zur Nachzahlung eingestellt.

Art. 8. Die Anzahl der für den Vergleichsmonat vergebenen Essensgutscheine, die den Leistungen nicht entspricht, wird am Ende des zweiten Monats, der dem Vergleichsmonat folgt, abgezogen, und zwar unbeschadet einer schnelleren Berichtigung für die Personen, die vor diesem Datum ihre Eigenschaft als Mitglieder des ministeriellen Kabinetts verlieren.

Die persönliche Beteiligung für die auf diese Weise zurückgezogenen Essensgutscheine wird vom Kabinetten binnen der gleichen Frist zurückgezahlt.

Art. 9. Der Kabinettssekretär des Ministers der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriegebiete und der Beschäftigung ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 10. Vorliegender Erlaß tritt am 4. Februar 1988 in Kraft.

Brüssel, den 6. Juni 1989.

A. BAUDSON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1527

6 JUNI 1989. — Ministerieel besluit houdende het reglement betreffende de toekenning van maaltijdbons aan de leden van het kabinet van de Minister van Openbare Werken voor het Waalse Gewest

De Minister van Openbare Werken voor het Waalse Gewest.

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1987 houdende toekenning, voor het personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest, van maaltijdbons, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 1 december 1988;

Gelet op de dringendheid;

Overwegende dat de langdurige afwezigheid van mogelijkheden van restauratie aan verminderde prijs voor de leden van de kabinetten van de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, noodzakelijk maakt dat vervangingsmaatregelen onverwijld getroffen moeten worden,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit :

duidt de uitdrukking « lid van het ministerieel kabinet » iedere persoon aan waarvan de wedde aangerekend is op het artikel 11.02 van de afdeling 08 of op artikel 12.04 van de afdeling 51 van de begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest;

duidt de uitdrukking « referentiemaand » de maand aan waarvoor een vast aantal maaltijdbons toegekend is.

Art. 2. § 1. Elk lid van het ministerieel kabinet kan, op aanvraag, genieten van een jaarlijkse toekenning van 220 maaltijdbons van een nominale eenheidswaarde van 200 frank.

Dit voordeel houdt rekening met de verminderingen verricht voor de wekelijkse rustdagen, vakantieverlof, feestdagen of compensatieverlof, inhaalverlof, omstandigheidsverlof, uitzonderlijk verlof wegens overmacht en dienstvrijstelling.

§ 2. Dit recht wordt verminderd naar verhouding van de dienstverrichtingen wanneer de door het ministerieel kabinet effectieve tewerkstellingsperiode van de belanghebbende niet van 1 januari tot 31 december loopt.

Art. 3. Het ministerieel kabinet neemt te zijnen laste een bijdrage van 150 frank in de kosten van elk toegekende maaltijdbon.

Art. 4. Het voordeel van een maaltijdbon kan niet gecumuleerd worden met het gebruik van een kantine.

Art. 5. § 1. Elke niet werkelijke vervulde dag heeft als gevolg het verlies van de maaltijdbon.

§ 2. Voor het toekennen van de maaltijdbon, dient te worden verstaan onder werkelijke vervulde dag, elke dag gedurende dewelke het lid van het ministerieel kabinet ten minste één halve dag op zijn gewone werkplaats aanwezig is.

Voor het lid van het hulppersoneel dat niet onderworpen is aan een regime van volledige dienstverrichtingen is het aantal werkelijke vervulde dagen gelijk aan het aantal begonnen perioden van 7 u. 36 m. die de wekelijkse dienstverrichtingen bevatten tijdens dewelke hij op zijn gewone werkplaats aanwezig is.

§ 3. De plaats waar de dienstopdracht vervuld wordt is met de gewone werkplaats gelijkgesteld.

De bijdrage van het ministerieel kabinet voor de toekenning van de maaltijdbon is echter niet cumuleerbaar met het toekennen van een vergoeding voor verblijfskosten met een bijdrage in de maaltijdskosten. In dit geval wordt het bedrag van de bijdrage afgetrokken van de verblijfskosten. De toekenning van de maaltijdbon begrijpt van rechtswege de aanvaarding door zijn ontvanger van het beginsel van deze compensatie.

Art. 6. De maaltijdbons worden bij name ter beschikking van elk lid van het ministerieel kabinet gesteld door maandelijks vaste schijven van 20 eenheden op de laatste dag voorafgaand de referentiemaand.

Dit maandelijks vast aantal wordt verminderd naar evenredigheid van de dienstverrichtingen indien de effectieve tewerkstellingsperiode van de belanghebbende niet op de eerste van de maand begint of op het einde van de referentiemaand eindigt.

In geen enkel geval mag deze toekenning het aantal maaltijdbons waarop het lid van het ministerieel kabinet aanspraak kan maken wegens zijn dienstverrichtingsregime overschrijden.

Art. 7. Elk lid van het ministerieel kabinet genietende van de toekenning van maaltijdbons moet, ten laatste voor de 7^e van elke referentiemaand, een bedrag storten dat zijn persoonlijke bijdrage is voor de aanschaffing van maaltijdbons waar zijn dienstverrichtingsregime hem normaal recht op geeft.

Bij gebreke van deze storting binnen de vastgestelde termijn zal de uitreiking van de maaltijden onderbroken worden tot regularisatie.

Art. 8. Het aantal voor de referentiemaand toegekende maaltijdbons welk niet overeenstemt met dienstverrichtingen wordt afgetrokken op het einde van de tweede maand volgend de referentiemaand, onverminderd een vluggere regularisatie voor de personen die hun hoedanigheid van lid van het ministerieel kabinet vóór deze datum verliezen.

De aan de zo afgetrokken maaltijdbons toekomende persoonlijke bijdragen wordt door het ministerieel kabinet binnen dezelfde termijn terugbetaald.

Art. 9. De secretaris van het kabinet van de Minister van Openbare Werken voor het Waalse Gewest wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 18 januari 1989.

Brussel, 6 juni 1989.

A. BAUDSON

F. 89 — 1528

7 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à certains grands gibiers dans les périmètres des conseils cynégétiques des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert pour la saison 1989-1990

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et notamment les articles 1er et 10, modifiés par la loi du 20 juin 1963 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu la convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux signée à Bruxelles le 10 juin 1970, modifiée par l'article 1er du Protocole du 20 juin 1977 de cette convention et notamment son article 4;

Vu la décision M(83)16 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 20 décembre 1983 désignant les espèces de gibier et les régions des pays du Benelux où un plan de tir sera appliqué;

Vu la concertation des gouvernements concernés en date du 28 février 1989 conformément à l'article 2 de la convention Bénélux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970;

Vu la concertation des Exécutifs concernés en date du 9 mars 1989 conformément à l'article 6, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 11 mai 1989 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1989-1990 dans la Région wallonne;

Considérant l'intérêt général que présente tant au point de vue cynégétique que forestier, l'aménagement de la chasse par une sélection rationnelle du gibier en vue d'arriver à une amélioration des espèces et de tendre à une diminution sensible des dommages causés à la forêt;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que les arrêtés d'ouverture de la chasse doivent être pris avant le début de la saison de chasse;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté sont seulement d'application pour les titulaires du droit de chasse dont le territoire est situé dans un des deux périmètres définis à l'article suivant et qui font partie soit du « Conseil cynégétique des Hautes-Fagnes », soit du « Conseil cynégétique du Massif forestier de Saint-Hubert ».

Art. 2. § 1er. Le premier périmètre est défini comme suit :

— sur tout le territoire des anciennes communes d'Eupen, Kettenis, Membach, Raeren, Rocherath et Bullange;

— sur la partie du territoire des anciennes communes de Robertville, Bütgenbach et Elsenborn, située au nord et à l'est de la Réserve naturelle de la Fagne wallonne, de l'ancien chemin de Callerich, du chemin allant de Sourbrodt à Clefay, de la Grand Roer, et de la limite sud du domaine militaire d'Elsenborn jusqu'à la limite de l'ancienne commune de Rocherath, allant jusqu'à la limite ouest des anciennes communes de Robertville et de Bütgenbach citées ci-dessus;

— sur la partie des anciennes communes de Manderfeld, de Schönberg, de Meyerode, d'Ambève, de Heppenbach, de Lommersweiler et de Saint-Vith, à l'intérieur d'un périmètre formé par la route Losheim-Hüllscheid-Merlscheid-Ingelmondermühle-Holzheim-Medendorf-Eimerscheid-Andler-Schönberg-Heuem-Atzerath-Setz, par la rivière Our, par l'autoroute E42, par la route Metz-Saint-Vith-Hochkreuz-Ambève-Mirfeld jusqu'à la limite communale de Bullange.